

RAPPORT

Élections fédérales 2019

PARTI	<p>Question 1 : SYSTÈME DE PAYE PHÉNIX – En 2016, le système de paye Phénix a été adopté; peu de temps après, il s’est révélé défectueux. Environ 70 % des employés fédéraux ont été touchés de diverses façons. En outre, on estime que le coût pour les contribuables s’élève à plusieurs milliards de dollars.</p> <p>Qu’êtes-vous prêts à faire pour aider les fonctionnaires fédéraux touchés par la défaillance de ce système de paye?</p>
Indépendant	<p>Je vais consacrer de nombreuses ressources à ma disposition pour veiller à ce que ce genre de chose ne se reproduise pas. C’est le meilleur moyen d’aider les fonctionnaires. Voir la prochaine question.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Il est évident qu’il faut dédommager les gens de diverses façons – une semaine de vacances offerte ou quelque chose de similaire. Il me faudrait plus d’information à propos des détails du problème.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke - Nepean</p> <p>Je travaille en informatique et je reconnais une plateforme défaillante quand j’en vois une.</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Nous garantirons que tous les paiements en souffrance dus aux fonctionnaires seront versés; c’est un des objectifs clés de la résolution du problème du système de paye Phénix et de la réparation des dommages causés. Nous devons nous doter d’un système qui fonctionne parfaitement, à l’appui de nos fonctionnaires. Nous proposons de recourir à ces mêmes fonctionnaires pour résoudre les problèmes du système Phénix. Ils possèdent l’expérience nécessaire du système de paye et en comprennent les exigences. Nous entretenons une relation de longue date avec le fournisseur, IBM. Nous voulons uniquement nous assurer que l’entreprise respectera les conditions du contrat, et elle est tout à fait disposée à nous aider le plus possible. Nous devons également appuyer nos fonctionnaires fédéraux en réparant le système Phénix à l’interne et prévoir un paiement mensuel minimal, que toucheront tous les employés jusqu’à la résolution des problèmes liés à Phénix.</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Claude Bertrand - Pontiac

Il faut travailler avec les experts en la matière afin de mettre en place la solution la plus efficiente, la plus économique et la plus efficace à ce problème persistant. Il faut veiller à ce que les personnes touchées soient dédommagées pour les complications qu'a créées cette perturbation majeure dans leur vie.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Si les gens ont été trop payés, il faut prévoir une amnistie en attendant que le montant du trop-payé soit déterminé, et étaler le remboursement dans le temps au lieu d'exiger un seul paiement. Si les gens ont été sous-payés et que cette situation perdure, il faut leur faire confiance, leur verser un montant équivalant approximativement au manque à gagner, puis faire une vérification en apportant les ajustements nécessaires. Il faut mettre sur pied une cellule de « caissiers » (similaire à ce qui existe dans l'armée) à laquelle, en cas de sous-paiement, l'employé pourra se présenter pour demander un chèque; il pourra aussi le faire par téléphone, ou l'argent sera transféré électroniquement dans son compte.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

Le problème du système de paye Phénix est totalement inacceptable. J'ai soulevé la question à maintes reprises auprès de l'honorable Judy Foote, quand elle était ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. On lui avait donné l'assurance que le centre de paiement spécial qui avait été mis sur pied permettrait d'alléger le problème, et c'est ce qu'elle espérait. Malheureusement, il est clair que ça n'a pas été le cas. Les défenseurs des droits des citoyens au bureau de ma circonscription ont continué à signaler un grand nombre de cas où les gens avaient besoin d'aide en raison des problèmes causés par Phénix. Je vais continuer à exercer des pressions auprès du prochain ministre dans ce dossier, afin qu'une solution soit trouvée le plus rapidement possible.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Mettre en place un ombudsman dédié à ce problème</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Il faut remplacer immédiatement ce système par un autre système de gestion ayant déjà été utilisé ailleurs, par exemple un système de type SAP.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Je crois que l'offre de dédommagement faite par le Conseil du Trésor était à la fois une insulte et une farce; je l'ai d'ailleurs dit publiquement à maintes occasions, notamment lors d'un débat des sections locales de l'AFPC. Nous devons proposer un plan de dédommagement plus équitable.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Il faut mettre en place immédiatement un système simple afin de garantir que les employés seront payés correctement dès maintenant et par la suite. Il faut dédommager tous les employés. Il faut imputer à IBM et/ou à d'autres entreprises la responsabilité de ces erreurs majeures, qui ont détruit un grand nombre de vies et de réputations (cotes de crédit).</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Tout au long de ce fiasco, le NPD a déposé des motions exigeant du gouvernement fédéral qu'il dédommage immédiatement les employés touchés. Nous espérons ensuite demander un dédommagement aux opérateurs afin de recouvrer les coûts engagés inutilement. Il est totalement inacceptable que le gouvernement Trudeau ait retardé le</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>versement de la paye à des gens à qui elle était due, et n'ait pas assumé la responsabilité des problèmes chroniques que cela a causé.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>La fonction publique professionnelle du Canada est une des plus compétentes au monde. Ses membres travaillent fort pour offrir à la population les programmes et les services dont elle a besoin. Elle a besoin des bonnes ressources et des bonnes personnes pour continuer à bien servir les Canadiens. Afin d'offrir le meilleur service possible, un gouvernement libéral réélu procédera à l'élimination complète des problèmes de paye encore existants pour les fonctionnaires en raison du système Phénix, afin qu'ils puissent se concentrer sur leur travail, plutôt que sur la résolution de problèmes de paye qui durent depuis longtemps. En juin, nous avons annoncé les noms de trois finalistes pour remplacer le système Phénix déficient, qui s'appuient sur un processus beaucoup plus transparent que celui qu'utilisait le gouvernement précédemment. Je suis particulièrement ravi que l'expertise des syndicats et des employés de la fonction publique soit maintenant exploitée pour trouver un meilleur système de remplacement. Nous sommes conscients du stress et des difficultés que les problèmes de paye créent pour les employés et leur famille. Nous nous engageons à corriger la situation et à veiller à ce que nos fonctionnaires soient payés avec exactitude et à temps, à chaque fois. À titre de ministre de l'Environnement et du Changement climatique, j'ai décidé de faire des problèmes de paye liés à Phénix une priorité personnelle. J'ai ajouté Phénix à l'ordre du jour de ma réunion hebdomadaire et demandé une résolution plus rapide des cas en souffrance à ECCC. J'ai également siégé au comité du Cabinet chargé de résoudre les problèmes liés à Phénix. Mon bureau local de la circonscription d'Ottawa-Centre a travaillé fort pour aider les fonctionnaires qui ont fait état de problèmes avec Phénix, et a réussi à résoudre 75 % des cas soumis depuis 2015.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Le Parti libéral s'est engagé à éliminer l'arriéré de problèmes de paye vécus par les fonctionnaires à cause du système Phénix.</p> <hr/>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith
--	--

PARTI	Question 2 : SYSTÈME DE PAYE PHÉNIX (suite) – Que prévoyez-vous faire pour résoudre ce problème à partir de maintenant?
Indépendant	<p>C'est un gâchis qui coûte des milliards de dollars. On devrait mener une VÉRITABLE enquête sur la façon dont on a laissé cette situation survenir. L'enquête devrait porter sur les problèmes systémiques au sein de la fonction publique qui ont causé ce problème et qui en causeront d'autres à l'avenir. Je ne pense pas qu'il faudrait mettre l'accent avant tout sur le « blâme »; mais il faut certainement plus de reddition de comptes au sein de la fonction publique, en particulier au niveau des gestionnaires.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Je suis ingénieur informaticien, et chaque fois que j'ai remplacé des systèmes essentiels par une nouvelle version, nous faisons toujours fonctionner les deux systèmes simultanément, en comparant continuellement leur comportement pendant des mois, afin de garantir que tout fonctionnait correctement avant d'opérer la transition. Franchement, nous devons faire plus que les anciens attachés politiques et avocats du Parlement, afin que les dirigeants comprennent la situation.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean</p> <p>Nous devons nous débarrasser de ce système Phénix et le rebâtir de zéro. Ça suffit! Ce système ne vaut plus rien.</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Le Parti Vert s'engage à une analyse de coûts complète effectuée par le DPB. Nous recommandons de poursuivre IBM et de recourir aux fonctionnaires pour résoudre le problème du système de paye Phénix. Ils possèdent l'expérience</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

nécessaire du système et en comprennent les exigences. Nous entretenons une relation de longue date avec le fournisseur, IBM. Nous voulons uniquement nous assurer que l'entreprise respectera les conditions du contrat, et elle est tout à fait disposée à nous aider le plus possible. Nous devons également appuyer nos fonctionnaires fédéraux en réparant le système Phénix à l'interne et prévoir un paiement mensuel minimal, que toucheront tous les employés jusqu'à la résolution des problèmes liés à Phénix.

Claude Bertrand- Pontiac

Il faut consulter les experts, déterminer à qui devrait incomber la rectification de la situation, et le faire sans tarder.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Il faut consulter les experts à propos de la meilleure voie à suivre : le logiciel est-il utilisable ou pas?

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

Il est difficile de dire, sans un plein accès aux ressources de la fonction publique ou sans un examen effectué par un comité parlementaire, pourquoi ce problème n'a TOUJOURS pas été réglé. De leur côté, les députés verts ont toujours travaillé fort, avec tous les autres partis, pour trouver des solutions, et un gouvernement vert ferait certainement une priorité de la recherche d'une solution au problème Phénix, qui est extrêmement injuste envers les fonctionnaires.

Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands

Revenir à une gestion décentralisée de la paie

Jenica Atwin - Fredericton

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Parti populaire du Canada	<p>Il faut créer une commission qui étudiera les événements passés (en indiquant qui en est responsable), aider les personnes touchées et établir un plan définissant la façon d'atténuer de telles déficiences à l'avenir.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>En tant que député, ma première motion déposée à la Chambre consistera à demander à tous les députés de renoncer à leur salaire jusqu'à ce que les problèmes de paye soient résolus. J'ai déclaré cela publiquement. Maxime Bernier connaît l'existence de cette motion et l'appuie. D'autres candidats du Parti populaire ont déclaré qu'ils soutiendraient cette motion s'ils sont élus. En vérité, aucun député ne connaît la solution à ce problème, mais j'espère que cette motion attirera l'attention sur le problème et garantira que nous trouverons une solution le plus rapidement possible. Nous ne croyons pas qu'un plan quadriennal ou décennal (qui existe actuellement sous la direction des Libéraux) soit acceptable. À nos yeux, la solution ne réside pas dans un mélange de divers éléments, mais dans un système fonctionnant parfaitement qui ne créera plus de problèmes de paye.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>La centralisation du système de gestion de la paye peut sembler plus efficace et moins coûteuse, mais on ne peut accepter qu'il soit conçu d'une façon qui se révélera catastrophique pour l'ensemble du système. Il faudra peut-être fractionner le système de paye en plus petits systèmes régionaux au lieu de le conserver comme un système national. Par exemple, l'Ontario, le Québec et le Canada atlantique pourraient être des régions encore assez grandes pour permettre des économies d'échelle; et nous ne mettrions pas tous nos œufs dans le même panier. Les prélèvements sociaux et le besoin de conformité créent un fardeau important pour l'ensemble des entreprises, des gouvernements et des organisations. Nous devons simplifier le régime fiscal et les charges sociales.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Nous remplacerons le système Phénix par un système de paye ayant fait ses preuves, recommandé par les syndicats représentant les employés touchés.</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>De concert avec les fonctionnaires, les experts, les syndicats et les fournisseurs de technologie, notre gouvernement est en train de prendre les mesures qui permettront d’instaurer un système testé par les utilisateurs, qui offrira une solution fiable à long terme aux problèmes de paye et de RH dans la fonction publique. À chaque étape, nous nous inspirons des leçons amères apprises de l’élaboration déficiente du système Phénix pour nous guider. Entre-temps, nous avons fait d’importants progrès en stabilisant le système de paye. Les arriérés ont été réduits de plus de 196 000 transactions depuis janvier 2018, et nous avons créé des équipes mixtes de paye — qui ont réussi avec succès à réduire le nombre de cas non réglés — dans les 46 organisations que servait le Centre de rémunération en date du mois de mai 2019. Alors que les Conservateurs ont réduit le nombre d’employés affectés à la paye des fonctionnaires, nous avons reconstitué cette capacité, et plus de 1 500 personnes travaillent au Centre de rémunération et dans les bureaux régionaux de tout le pays.</p> <p>S’il est réélu, le gouvernement libéral prendra aussi les engagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les capacités de gestion de projets, de sorte que tous les grands projets du gouvernement soient dirigés par des professionnels certifiés possédant au moins cinq ans d’expérience. • Réduire le nombre de déficiences majeures identifiées par le vérificateur général lors des vérifications de suivi subséquentes d’un ministère ou d’un programme. <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>En tant que député élu, je défendrai bec et ongles les droits de mes électeurs qui ont été touchés par le système de paye Phénix, et je travaillerai avec chacun d’eux pour résoudre leur problème.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

PARTI	Question 3 : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE – Le Canada a récemment annoncé la prochaine numérisation du gouvernement en vue de mieux servir les Canadiens. Quelle est la position de votre parti sur l’intelligence artificielle et la transformation numérique dans la fonction publique?
Indépendant	<p>Si les emplois dans la fonction publique peuvent être remplacés par des robots (IA), peut-être qu’il faut y penser, mais il faut que ce soit bien fait. Cela ne devrait pas causer plus de problèmes que cela en résout, et cela devrait perturber les effectifs au minimum (attrition). La Bank of England prévoit que près de la moitié des emplois au Royaume-Uni pourraient être touchés par l’automatisation au cours des prochaines années; nous devons être prêts à nous adapter. Est-il juste que des employés sachent qu’ils ont encore un emploi ou une carrière simplement parce qu’on a pitié d’eux? Que leurs 30 années de service ne valent rien parce qu’on peut les remplacer par un bouton à n’importe quel moment?</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Au Parti Vert, nous sommes très enthousiastes, mais néanmoins prudents, à propos du potentiel des systèmes d’apprentissage machine comme les réseaux neurones (qu’on qualifie souvent d’« IA » dans le discours public). Dans le cadre de la révolution industrielle, toute personne qui exécutait des tâches physiques répétitives a été remplacée par une machine, et a gravi les échelons de la sophistication au travail. Avant la Première Guerre mondiale, 55 % des Canadiens travaillaient dans le secteur agricole; après la Deuxième Guerre mondiale, ils n’étaient plus que 5 %. Nous sommes en meilleure santé, plus prospères et plus en sécurité, et les travailleurs ont plus de droits... mais nous aurions pu mieux gérer les choses. Inspirons-nous de ces chiffres pour nous éduquer et faire preuve de prévoyance.</p> <hr/> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean Il faut se baser sur deux facteurs, au cas par cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il faut privilégier l’automatisation plutôt que son impact sur les travailleurs. 2. Les interactions/les contacts humains sont généralement beaucoup plus précieux et plus civils que le contact avec les machines. <hr/> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Le Parti Vert appuie notre fonction publique fédérale, et s’efforcera d’appuyer le passage à la numérisation de la fonction publique lorsque celle-ci améliore la prestation de services aux Canadiens. L’intelligence artificielle est précieuse si elle peut aider nos fonctionnaires à s’acquitter de leurs fonctions de façon plus efficace et plus efficiente. Les programmes d’IA devraient multiplier le nombre de postes dans la fonction publique, pas le réduire.

Claude Bertrand- Pontiac

Le PVC est le seul parti qui s’intéresse à cette question. L’IA est à nos portes ou est même déjà là, et nous devons commencer à en parler dès maintenant. L’éducation et le perfectionnement des travailleurs font partie de l’équation, de même que la protection de leurs droits, les pensions et les avantages sociaux. Il faut imposer les entreprises dont les employés sont déplacés à cause de l’IA, etc. <https://www.greenparty.ca/fr/platform/green-economy>

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Les innovations scientifiques et techniques sont un élément essentiel de la stratégie des Verts visant à faire passer le Canada à l’économie propre et sans carbone du XXI^e siècle. Le gouvernement doit prévoir la perte d’emplois que causera l’automatisation, ainsi que les préoccupations liées à la protection de la vie privée associées à un grand nombre de nouvelles applications d’IA. Les Verts établiront un cadre réglementaire en vue de protéger les emplois et la vie privée, en veillant à ce que les industries technologiques en pleine croissance contribuent à une société plus juste et plus équitable.

La « taxe sur les robots » qui est proposée fera augmenter les recettes allouées aux programmes d’éducation et de formation, ce qui garantira une transition juste pour les travailleurs mis à pied en raison de l’automatisation.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

L’intelligence artificielle (IA) et d’autres nouvelles technologies pourraient être très bénéfiques pour notre société et notre environnement, mais on a besoin d’une réglementation pour garantir que ces progrès bénéficieront à tout le monde. Un gouvernement Vert fera du Canada un chef de file mondial de l’élaboration d’IA et de la réglementation

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>connexe. Nous essaierons de numériser les rouages de la fonction publique de manière à respecter les travailleurs, tout en exploitant le talent innovateur du Canada.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Travailler avec les membres de la fonction publique dans une approche bottom up</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>L'IA et l'automatisation sont nécessaires au Canada, car nous sommes entrés dans une nouvelle ère de l'information. Tout comme on n'a pas pu résister à l'industrialisation, on ne pourra pas progresser sans l'automatisation. Néanmoins, il faudrait taxer la valeur ajoutée de l'automatisation comme un salaire.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Notre parti n'a pas encore défini de position précise sur cette question. Cela dit, nous appuierons toutes les mesures visant à rendre le gouvernement plus efficace et à mieux servir les Canadiens. Nous le ferons en sachant qu'il faut respecter le droit des Canadiens à la vie privée.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>La baisse des coûts grâce à l'automatisation est une très bonne chose. Je crains des problèmes de sécurité de l'information (piratage) liés à la numérisation. Si cela touche des tâches anodines et que le risque d'interruption lié au piratage est minime, je suis favorable à une automatisation plus marquée. Si l'information est confidentielle, je préfère l'approche humaine.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Nouveau Parti démocratique	<p>Actuellement, le NPD s’est engagé à investir dans les programmes de recyclage professionnel. Nous ne prévoyons pas remplacer les emplois par l’IA, mais plutôt utiliser la technologie numérique en complément des emplois existants. Si, à un moment donné, l’IA est assez crédible pour remplacer les emplois occupés par des êtres humains, nous envisagerons par exemple le revenu universel de base.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Pour nous assurer que tous les Canadiens pourront mieux contrôler leur vie en ligne et l’utilisation de leurs données personnelles, un gouvernement libéral réélu adoptera la Charte canadienne du numérique. Supervisée et appliquée par un commissaire à la protection de la vie privée doté de pouvoirs plus étendus, la Charte établira un nouvel ensemble de droits en ligne, afin que les gens se sentent plus en confiance et plus en contrôle de leurs données personnelles; cela inclut les droits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • droit à la portabilité des données, de sorte que les gens puissent déplacer leurs données d’une plateforme à une autre; • droit d’extraire, de supprimer et d’effacer des données personnelles se trouvant sur une plateforme; • droit de savoir comment les données personnelles sont utilisées (notamment qui y a accès), avec à l’appui un registre national de publicité dans lequel les entreprises devraient déclarer à qui elles transmettent ou vendent leurs données, et la possibilité de retirer son consentement à tout moment; • droit d’examiner et de contester le volume de données personnelles qu’une entreprise ou un gouvernement a recueillies; • droit à la sécurité des données, qui oblige les utilisateurs de données personnelles à prendre des mesures proactives pour les protéger adéquatement; • droit d’être informé quand on a porté atteinte à la sécurité des données personnelles et d’être dédommagé en conséquence; • droit d’être à l’abri de toute discrimination en ligne, y compris des préjugés et du harcèlement.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Pour mieux protéger les données personnelles des gens et favoriser une concurrence plus active sur le marché du numérique, nous adopterons également de nouveaux règlements visant les grandes entreprises du numérique, qui seront supervisés par un commissaire à la protection des données (poste nouvellement créé). Notre gouvernement continue de promouvoir les données ouvertes. Nous croyons qu'il est important de donner aux Canadiens l'accès aux données qui sont produites, recueillies et utilisées par les ministères et les organismes de l'ensemble du gouvernement fédéral. Il est tout aussi important que les données soient accessibles grâce à une seule fenêtre interrogeable. Quand on les utilise correctement, les technologies numériques et l'intelligence artificielle aident les travailleurs à se concentrer sur des tâches plus complexes, qui leur permettent d'ajouter énormément de valeur grâce à leurs compétences.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Le gouvernement libéral a lancé la Directive sur la prise de décision automatisée, qui définit les responsabilités des ministères fédéraux en utilisant l'intelligence artificielle, de sorte que les Canadiens comprennent quand, pourquoi et comment le gouvernement utilise l'IA.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>
--	--

PARTI	Question 4 : SÉCURITÉ DU REVENU DES RETRAITÉS FÉDÉRAUX – Les fonctionnaires fédéraux redoutent une modification de leur pension, qui pourrait nuire gravement à leurs plans de retraite et mettre en péril leur sécurité du revenu. Quelle est votre position à propos de l'actuel régime de pension fédéral et quels sont vos plans pour l'avenir?
Indépendant	<p>60 % de ma circonscription est constituée d'aînés et, parce que la majorité de notre population est rurale, un grand nombre de ces aînés sont pauvres. Ce sont eux qui prennent les décisions à propos du chauffage et de la nourriture, et doivent souvent rester à la maison en raison des grandes distances. J'appuie tout ce qui peut éviter aux aînés de basculer dans la pauvreté et leur permettre de vivre en santé.</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Parti Vert du Canada	<p>En 2011, après avoir vu à quel point l’effondrement de Nortel a détruit la vie des retraités, j’ai fait campagne pour modifier la loi sur l’insolvabilité des entreprises afin d’accorder une priorité absolue aux fonds de pension. Le régime de pensions des fonctionnaires fédéraux est différent. Mais je suggérerai toujours aux employés et aux retraités fédéraux de faire des pressions pour que le montant des pensions soit placé dans un fonds distinct, et qu’un conseil d’administration élu nomme les cadres et les gestionnaires du fonds. C’est ce que le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l’Ontario (RREO) a fait il y a plusieurs dizaines d’années, et c’est le plus gros investisseur au pays, qui possède une expertise et une influence inégalées. Le Régime de retraite des employés municipaux de l’Ontario (OMERS) a pris le même arrangement, avec le même succès. Mais il faudrait pour cela un accord des membres et un contrat de séparation avec le Conseil du Trésor pour savoir comment procéder.</p> <hr/> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean</p> <p>Nous proposons un revenu de subsistance garanti pour chaque Canadien, ce qui inclut les retraités. Cela éliminerait le coût de nombreuses opérations bureaucratiques dans le cadre de nombreux régimes et programmes de supplément du revenu, tout en préservant le droit de chaque Canadien de vivre dans la dignité.</p> <hr/> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Nous examinerons les lois fédérales et provinciales régissant l’administration des régimes de pensions, lois qui autorisent actuellement les défauts de paiement par les fiducies de pension et la perte des prestations de retraite accumulées par les travailleurs. Nous nous engageons à protéger les pensions, tout en bonifiant le Régime de pensions du Canada/le Régime des rentes du Québec.</p> <hr/> <p>Claude Bertrand- Pontiac</p> <p>https://www.greenparty.ca/fr/platform/green-economy https://www.greenparty.ca/fr/platform/renew-social-contract</p>
-----------------------------	---

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p> <p>Le régime de pensions fédéral devrait se départir des investissements dans les combustibles fossiles, qui deviennent de plus en plus risqués. Si ce n'est pas avant les élections, nous ferons au moins cela afin de protéger le régime.</p> <hr/> <p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p> <p>Les Verts s'assureront que le Régime de pensions du Canada (RPC) demeure solide et adapté à l'évolution des besoins et des circonstances, en faisant passer au fil du temps le taux de remplacement du revenu de 25 à 50 % du revenu touché pendant les années de vie active. Par ailleurs, nous réglerons l'Office d'investissement du RPC afin d'exiger la cession des actions liées au charbon, au pétrole et au gaz, de garantir que tous les investissements seront éthiques et de promouvoir la durabilité de l'environnement.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Maintenir les avantages négociés des syndiqués tout en améliorant le régime</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Nous avons une dette élevée et un passif non capitalisé. Une partie du problème tient à des taux d'intérêt qui sont bas depuis longtemps, ce qui nuit au rendement des fonds de pension. De plus, un apport d'argent supplémentaire va créer une inflation. Les politiques monétaires et budgétaires devront être révisées. Il faudra indexer les pensions en fonction du pouvoir d'achat de la monnaie.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Je ne crois pas qu'il faille passer des prestations déterminées aux cotisations déterminées pour les employés fédéraux. Par ailleurs, je suis préoccupé par le fait que le Parti libéral prévoit imposer les prestations que nous touchons, par exemple au titre du RSSFP. Après avoir travaillé pour la GRC pendant 28 ans, je suis maintenant un retraité fédéral visé par la <i>Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants</i>. Je ne comprends tout simplement pas ces problèmes, je les vis et, comme vous, je suis très inquiet. À titre de député, je m'efforcerais de protéger et d'améliorer la sécurité du revenu pour tous les retraités.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Je ne suis pas au courant du problème. Le gouvernement doit toujours négocier de bonne foi dans un esprit de respect et d'équité.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Le NPD s'engage fermement à protéger les pensions de tous les Canadiens et s'assurera que les fonctionnaires sont prioritaires, quelles que soient les circonstances. Nous favoriserons et protégerons les politiques basées sur cette notion.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Notre gouvernement croit que tous les Canadiens méritent de prendre leur retraite dans la dignité et en toute sécurité. Nous proposons divers changements qui garantiront une retraite plus sûre pour tous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Même si 238 000 aînés vivent encore dans la pauvreté, Andrew Scheer a voté contre l'abaissement de l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse, qui passera de 67 à 65 ans. Nous avons adopté ce changement, parce que nous savons qu'il va ajouter des milliers de dollars dans le fonds de pension des aînés et leur permettre de prendre leur retraite plus tôt, et de passer ainsi plus de temps avec leur famille et leurs amis.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

- Afin d'abaisser le coût de la vie pour les gens qui vieillissent, nous allons augmenter la prestation de Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les personnes qui atteignent l'âge de 75 ans, et nous continuerons à l'indexer sur l'inflation. Cela aidera à sortir plus de 20 000 aînés de la pauvreté – dont les deux tiers sont des femmes – et offrira chaque année une plus grande sécurité financière à plus de trois millions d'aînés. Pour la plupart d'entre eux, cela ajoutera une aide financière annuelle pouvant atteindre 729 \$ à partir de leur 75^e anniversaire.
- Par ailleurs, nous offrirons plus d'aide aux aînés qui ont perdu leur partenaire. Le plus souvent, les personnes qui survivent sont des femmes. Nous travaillerons avec les provinces et les territoires pour offrir encore plus de soutien aux survivant(e)s, en augmentant de 25 % la prestation de survivant du RPC et du Régime de rentes du Québec. Grâce à cette augmentation, qui représente 2 080 \$ chaque année, 1,2 million d'aînés auront plus d'argent et l'esprit plus tranquille à un moment où ils en auront le plus besoin. Bien sûr, bon nombre de ces changements profiteront aux fonctionnaires et à leur famille. Je crois que tous les fonctionnaires méritent une retraite sûre dans la dignité et que les régimes de pensions de la fonction publique apportent un soutien essentiel aux fonctionnaires à la fin de leur carrière. Si je suis réélu, je m'engage à communiquer avec les fonctionnaires et les représentants syndicaux d'Ottawa-Centre afin qu'ils comprennent les préoccupations susceptibles d'être soulevées, et pour garantir que le régime de pensions fédéral continuera d'offrir une retraite sûre dans la dignité.

Catherine McKenna - Ottawa Centre

Les changements que le gouvernement libéral propose d'apporter à la législation sur les pensions visent à protéger les retraités et l'argent qu'ils ont accumulé. Nous devons continuer à prendre des mesures pour protéger la sécurité du revenu, grâce à des études et à la collecte de données.

Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith

RAPPORT

Élections fédérales 2019

PARTI	Question 5 : RESTRUCTURATION GOUVERNEMENTALE – Après chaque élection, le nouveau gouvernement cherche souvent des moyens de se restructurer et de se réorganiser, dans l'esprit du programme qu'a défendu son parti. Est-ce que votre parti croit que les budgets alloués aux ministères sont :
Indépendant	<p>Trop élevés? Si oui, dans quel(s) ministère(s) et pourquoi? Je ne crois pas aux déficits pendant les « périodes de vaches grasses ». Je crains que le Canada soit constamment en déficit et que cela nuise à nos enfants et à leurs enfants, etc. Nous n'avons pas un problème de recettes, nous avons un problème de dépenses. Je crois qu'il existe de nombreuses solutions sensées permettant de réduire le gaspillage et de limiter les cas de mauvaise gestion au sein du gouvernement. Il faut davantage de reddition de comptes. Je suis convaincu qu'on peut y parvenir par attrition, mais je crois qu'il faut réduire les effectifs de la fonction publique. L'automatisation est un autre phénomène qui peut contribuer aux réductions de coûts. Là encore, sans mises à pied. J'aimerais au minimum qu'on gèle les dépenses et les embauches.</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Pourquoi (veuillez préciser)?</p> <p>C'est une question délicate! Les ministères chargés de délimiter les plaines inondables et d'autres zones exposées aux risques liés aux changements climatiques doivent être mieux financés, de sorte que les propriétaires fonciers et les compagnies d'assurance puissent gérer les risques. Nous avons besoin d'ECCC pour prévoir plus facilement la nature des risques et les endroits où ils seront les plus marqués, ainsi que les ressources dont on aura besoin pour s'attaquer aux effets des tempêtes violentes, qui seront de plus en plus courantes. Il faut que le ministère de la Défense nationale ait plus de fonds à allouer aux interventions en cas d'urgence, comme on l'a vu lors des inondations dans l'ouest d'Ottawa cette année... et comme on le voit au Nouveau-Brunswick... un an sur deux au Manitoba... dans les forêts de Colombie-Britannique... et dans les T.N.-O. Statistique Canada constitue une ressource vitale pour les entreprises, mais ce sera pour gérer les travaux entrepris à l'échelle provinciale et municipale, pour apporter des ajustements en fonction du coût de la vie à l'exemption personnelle minimale prévue par l'ARC et à d'autres programmes. L'ARC aura besoin de plus de fonds (du moins initialement) pour multiplier les enquêtes relatives aux paradis fiscaux et collecter des impôts auprès des entreprises intermédiaires faisant d'innombrables transactions (comme Uber, AirBnB et les entreprises de commerce électronique, Amazon, Facebook et Google).</p> <hr/>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Jean-Luc Cooke – Nepean

Pourquoi (veuillez préciser)?

Cela ne correspond pas à ma vision des choses. Nous devons transformer l'intégralité de notre société et de nos structures pour répondre aux besoins créés par la transformation économique et sociale vers une énergie renouvelable propre. C'est l'occasion pour nous tous de mieux vivre. Cela dit, il faudra que les organismes fédéraux, provinciaux et municipaux gèrent la transition de façon globale – en commençant par former un groupe cohérent qui représentera chaque palier et sollicitera la participation du secteur privé et des organismes publics (y compris les syndicats). Il est essentiel de travailler ensemble.

Danny Celovsky - Bay of Quinte

Pourquoi (veuillez préciser)?

Sans passer en revue les programmes des ministères, je ne peux pas dire si les budgets ministériels sont dotés des fonds adéquats ou non. Le Parti Vert a présenté son budget à l'appui du plan d'action baptisé Mission Possible. La fonction publique fédérale devra évaluer sa capacité actuelle à atteindre les objectifs du Parti Vert, et déterminer si d'autres ressources sont nécessaires. Le Parti Vert s'engage à équilibrer son budget d'ici 2024.

Claude Bertrand- Pontiac

Pourquoi (veuillez préciser)?

Ce sera une équation en constante évolution; une saine gestion gouvernementale garantira que les budgets seront restructurés de manière à répondre aux besoins à mesure qu'ils se présenteront.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Adéquats? Pourquoi (veuillez préciser)?

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Je ne sais pas si les ministères disposent des fonds adéquats ou ont trop/trop peu d'argent. Ce que je sais, c'est que le processus d'approvisionnement doit être amélioré pour les achats liés à la défense.</p> <hr/> <p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p> <p>Adéquats?</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Sous-financés? Dans l'affirmative, quel(s) ministère(s) et pourquoi? Voir notre plateforme à ce sujet</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Trop peu élevés? Si c'est le cas, dans quel(s) ministère(s) et pourquoi? Je ne dispose d'aucune donnée, mais je sais de manière générale que les budgets sont trop peu élevés en raison des faibles taux d'intérêt.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Adéquats? Pourquoi (veuillez préciser)? Notre parti entend éliminer le déficit en supprimant les dépenses du Canada à l'extérieur du pays ou les sommes versées aux grandes entreprises. Cela signifie que certains secteurs recevront moins d'argent si leur mandat change. Mais certains en recevront plus. Il faudra investir dans Anciens combattants Canada, nos militaires et le ministère de la Défense et l'Agence des services frontaliers du Canada, afin de garantir l'efficacité de leurs opérations. Parallèlement, nous prévoyons réduire les fonds alloués à Radio-Canada et exiger que la société fonctionne comme un système de radio-télévision public, qui vend de la publicité et fait des collectes de fonds pour alimenter son budget. Nous ne prévoyons pas réduire les services dont nous avons besoin.</p> <hr/>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Trop élevés? Si c'est le cas, dans quel(s) ministère(s) et pourquoi? L'aide étrangère et les subventions accordées aux entreprises devraient être réduites/éliminées. Nous n'appuyons pas l'allocation de fonds à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et à des projets similaires dans d'autres pays. Nous sommes favorables à l'aide humanitaire en cas de catastrophe naturelle. Nous croyons qu'il n'est pas juste que les entreprises paient des impôts, puis doivent faire concurrence à des entreprises qui reçoivent l'argent issus de ces mêmes impôts. Nous voulons que toutes les entreprises soient sur un pied d'égalité en matière de concurrence. Nous ne réduirons pas les services. Nous équilibrerons le budget en deux ans, puis abaisserons les impôts de tous les Canadiens.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Trop peu élevés? Si c'est le cas, dans quel(s) ministère(s) et pourquoi?</p> <p>Un grand nombre de ministères manquent de fonds garantis et stables à long terme, et ont besoin de financement pour des projets ne nécessitant pas de planification à long terme et pour des politiques plus efficaces. Nous devons nous attaquer de front à ce problème.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Adéquats? Pourquoi (veuillez préciser)?</p> <p>Les prévisions financières établies dans notre programme ne sont pas basées sur la modification de la taille du gouvernement du fédéral. En fait, les nouvelles recettes que nous intégrons à ces prévisions découlent d'un examen approfondi des dépenses gouvernementales et des dépenses fiscales, qui vise : à assurer que les Canadiens les plus riches ne bénéficieront pas d'allègements fiscaux injustes; à instaurer une nouvelle taxe sur les produits de luxe; à mettre un terme aux échappatoires fiscales des entreprises; à veiller à ce que les multinationales du secteur de la haute</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

technologie paient des impôts sur les revenus qu'elles génèrent au Canada. Il faudra bien sûr adapter les budgets ministériels chaque année à l'évolution des priorités et au lancement de nouvelles initiatives. À titre de ministre de l'Environnement et du Changement climatique, j'ai recommandé qu'on augmente dans chaque budget fédéral les investissements dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de la nature. Je suis très fier d'avoir facilité des investissements comme : le fonds de 1,3 milliard de dollars alloué au Patrimoine naturel afin de protéger les espaces naturels et les espèces; le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone, doté de 2 milliards; la somme de 300 millions à l'appui de rabais consentis sur les véhicules à zéro émission. Au cours des quatre dernières années, notre gouvernement a injecté plus de 60 milliards de dollars dans la lutte contre les changements climatiques.

Catherine McKenna - Ottawa Centre

Adéquats? Pourquoi (veuillez préciser)?

Au cours des quatre dernières années, le gouvernement libéral a travaillé fort pour que sa fonction publique soit à l'écoute des Canadiens. Il nous a fallu du temps pour prendre conscience des importantes compressions imposées par le précédent gouvernement conservateur. Dans le programme libéral, nous promettons de répondre aux besoins des Canadiens, notamment en augmentant nos investissements dans l'ensemble de la fonction publique.

Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith

RAPPORT

Élections fédérales 2019

PARTI	Question 6 : SANTÉ MENTALE ET SÉCURITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL – De nombreux fonctionnaires fédéraux sont encore victimes de harcèlement et d'intimidation sur leur lieu de travail. Quels principes dictent votre position à propos de la santé mentale et de la sécurité en milieu de travail?
Indépendant	<p>Je pense que nous devrions déterminer les causes des problèmes de santé mentale en milieu de travail. Est-ce que ce milieu rend les gens malades? Si oui, de quelle façon et pourquoi? Nous devrions essayer de traiter les causes tout aussi (ou même plus) activement que les symptômes. J'ai récemment écrit ceci à propos de la santé mentale :</p> <p>« Beaucoup de gens admettent que les expériences négatives durant l'enfance (ENE) ont très souvent un impact considérable sur la santé (mentale) et le bien-être durant les étapes ultérieures de la vie. Il est clair que nous devrions consacrer des ressources au traitement des adultes et des enfants aux prises avec des problèmes de santé mentale, mais il faut en allouer davantage à la prévention de ces ENE et d'autres causes de ces mêmes problèmes.</p> <p>Les problèmes de santé mentale et de toxicomanie ont souvent des causes identiques ou similaires : l'éclatement des familles et des communautés, la violence, la pauvreté, le matérialisme, etc. Il est peut-être temps que nous fassions un peu d'introspection. Notre premier ministre lui-même dit que le Canada n'a pas d'identité qui lui est propre (<i>core identity</i>). Si un pays n'a pas d'identité, comment ses citoyens peuvent-ils en avoir une? Si on laisse les gens emprunter n'importe quelle voie sans définir d'objectif ou de principe moral commun, peut-on se surprendre que certains vivent des souffrances psychologiques? Les extrêmes ne sont pas sains pour une société. L'individualisme extrême et radical brise des familles et des communautés, au même titre que le collectivisme – c'est seulement la voie empruntée qui est différente. »</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Tout le monde souhaite évoluer dans un milieu de travail professionnel, et ce que j'ai toujours exigé de mes collègues. Il ne suffit pas de « faire du bon travail »; il faut aussi le faire de façon respectueuse et efficace.</p> <p>Les abus, quelle qu'en soit la nature, ne sont pas tolérés, parce qu'ils sont préjudiciables et injustes et nuisent à la productivité.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke - Nepean</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Le harcèlement et l'intimidation en milieu de travail sont inacceptables, quelle qu'en soit la forme ou la gravité.

Danny Celovsky - Bay of Quinte

« Près d'un Canadien sur cinq est aux prises avec des problèmes de santé mentale; cela représente une proportion non négligeable de la population », a déclaré Richard Walsh, critique du Parti Vert sur les questions de santé mentale et professeur émérite de psychologie à l'Université Wilfrid-Laurier. Il a ajouté ceci : « Au cours de la dernière année, divers problèmes de santé mentale touchant des communautés autochtones, des étudiants collégiaux et universitaires et des membres des Forces armées canadiennes ont fait les grands titres des médias canadiens. Ces problèmes nuisent gravement au bien-être de ces personnes à leur domicile, ou dans leur école, leur milieu de travail et leur collectivité. Le Parti Vert s'engage à s'attaquer aux problèmes de santé mentale et de sécurité en milieu de travail; nous avons nommé un critique spécialiste de la santé mentale et des dépendances au sein du cabinet fantôme du parti. Nous croyons que chaque personne a le droit de travailler dans un environnement sûr et sain pour son bien-être physique et mental, ainsi que pour celui de ses collègues. Nous prenons au sérieux la santé mentale et la sécurité, et nous veillerons à ce que des lois pertinentes soit continuellement adoptées ou révisées afin d'améliorer la santé mentale et la sécurité en milieu de travail.

Claude Bertrand- Pontiac

<https://www.greenparty.ca/fr/platform/renew-social-contract#health-care>

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Les gens méritent de travailler dans des endroits où ils seront psychologiquement en sécurité (notamment grâce au SIMDUT).

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>La santé mentale est aussi importante que la santé physique, et tous les paliers de gouvernement doivent prendre au sérieux les besoins en la matière. Nous reconnaissons qu'il faut prendre des mesures en matière de santé mentale; c'est pourquoi les Verts établiront une stratégie nationale en matière de santé mentale et une stratégie de prévention du suicide, afin de répondre à l'anxiété croissante des Canadiens face aux inégalités et au coût de la vie, à la précarité croissante du travail et du logement, à la crise climatique, à l'isolement social, à la résurgence du nationalisme racial et ethnique, et à d'autres préjudices et d'autres risques.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Nous voulons mettre en place une stratégie nationale de santé mentale</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Chaque Canadien a le droit de travailler dans un environnement sûr et exempt de harcèlement.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Notre parti a été fondé sur quatre principes directeurs, dont le respect, l'équité et la responsabilité personnelle sont particulièrement pertinents dans ce contexte. Ces principes sont directement liés à la santé mentale et à la sécurité. Il n'est pas juste d'offrir des conditions de travail dangereuses, cela témoigne d'un manque de respect pour le travailleur et cela montre que la direction n'assume aucune responsabilité pour ce qui est de la protection de ses travailleurs. En matière de santé mentale, nous devons respecter le dur labeur des travailleurs.</p> <p>Il arrive que les employeurs demandent à leurs employés de faire un travail qui a clairement des effets sur leur santé mentale. En matière d'équité, nous devons en faire plus pour les personnes qui ne sont pas également considérées comme des travailleurs de première ligne. Elles peuvent vivre des situations très similaires, mais n'ont pas accès aux mêmes ressources. Même si la responsabilité prévue par la Constitution serait ici combinée à celles de la province, je crois que la première partie de notre solution consiste à interrompre la participation fédérale au système de soins de santé, et de permettre aux provinces de mieux gérer la prestation de services de santé aux personnes ayant des problèmes de santé mentale et de sécurité en milieu de travail. Je ferais également tout ce qui est en mon pouvoir pour</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>garantir que les personnes ayant des problèmes de santé mentale bénéficieront d'un meilleur soutien au cours des années à venir.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Si un employé fait l'objet d'intimidation au travail, il devrait signaler l'incident à la police.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Le NPD a une vision ambitieuse de l'amélioration des services de santé mentale et de l'accès à ces services. Nous nous engageons par ailleurs à étendre les prestations d'AE aux employés en congé de maladie et à ceux qui ont des problèmes de santé mentale, et à les augmenter.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Notre gouvernement s'engage à mieux aider les travailleurs qui ont des problèmes de santé mentale, en faisant de la santé mentale un volet spécifique de la santé et de la sécurité au travail, et en exigeant des employeurs qu'ils prennent des mesures pour prévenir le stress et les blessures au travail. Nous avons mis en pratique ces principes au cours des quatre dernières années, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en offrant un soutien en santé mentale à 500 000 jeunes Canadiens qui ne reçoivent actuellement aucun service de base dans ce domaine, grâce à un investissement de 5 milliards de dollars dans les soins de santé; • en affectant 19 millions sur cinq ans à l'amélioration des outils locaux de soutien communautaire destinés aux jeunes à risque, et au développement de la recherche à l'appui de programmes davantage axés sur la santé mentale dans la communauté noire du Canada; • en créant une ligne d'aide nationale à la prévention du suicide, pour garantir que les Canadiens pourront obtenir de l'aide en cas de crise d'un océan à l'autre.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Pendant plus de dix ans, l'inaction des Conservateurs a mis en péril l'avenir de notre système de soins de santé public. Nous avons inversé cette tendance inquiétante en concluant de nouveaux accords en matière de santé, en investissant des milliards de dollars en plus, et en veillant à ce que les fonds nécessaires soient alloués aux soins à domicile et aux services de santé mentale pour faire une réelle différence dans la vie des gens. Nous continuerons à collaborer avec les provinces et les territoires afin d'offrir des soins plus accessibles, de réduire les temps d'attente et d'améliorer l'état de santé de la population. De plus :

- Nous nous assurerons que chaque Canadienne et chaque Canadien a accès à un médecin de famille ou à une équipe offrant des soins de santé primaires, ce qui améliorera la qualité des soins pour les quelque cinq millions de Canadiens qui n'y ont pas accès aujourd'hui.
- Nous établirons des normes nationales claires sur l'accès aux services de santé mentale, de sorte que les Canadiens reçoivent le soutien dont ils ont besoin le plus rapidement possible.

Dans notre programme, nous avons également pris des engagements en matière de santé mentale envers les Canadiens autochtones et les anciens combattants, afin de tenir compte de leur situation unique.

Catherine McKenna - Ottawa Centre

La santé et la sécurité au travail relèvent de la responsabilité de l'employeur. Un gouvernement libéral réélu s'assurera que les problèmes touchant les fonctionnaires, mis en lumière dans le rapport du vérificateur général, seront réglés. Pour ce faire, nous veillerons à ce que les fonctionnaires aient accès, sur leur lieu de travail, à un soutien en matière de santé mentale et de sécurité.

Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith

RAPPORT

Élections fédérales 2019

PARTI	Question 7 : HARCÈLEMENT ET INTIMIDATION – Selon votre parti, quelles mesures doit-on prendre pour mieux protéger les fonctionnaires fédéraux contre le harcèlement et l’intimidation en milieu de travail?
Indépendant	<p>Encore une fois, au lieu de traiter les symptômes, je crois fermement que nous devons nous attaquer aux causes fondamentales. Ce type de problèmes ne se manifeste pas dans tous les lieux de travail. J’ai géré des dépanneurs dans ma circonscription pendant 40 ans, et je continue de rencontrer des jeunes (aujourd’hui des adultes avec leurs propres familles) qui ont travaillé pour nous lorsqu’ils étaient étudiants. Ils me disent qu’ils n’ont jamais eu de meilleur emploi et combien ils me sont reconnaissants de ce que j’ai fait pour eux en tant qu’employeur. Par exemple, ma femme et moi leur demandions quelles notes ils obtenaient aux examens (c’est différent ici), et s’ils n’avaient pas de bonnes notes, nous réduisions leur temps de travail, non pas pour les punir, mais pour leur permettre d’étudier.</p> <p>Il existe, au sein de la fonction publique, une culture qui donne lieu à ce type de comportement (harcèlement et intimidation), et les syndicats doivent assumer une certaine responsabilité. Encore une fois : responsabiliser toutes les parties et traiter les causes.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Le recyclage professionnel devrait être considéré comme un premier pas vers une amélioration. Les gens ont des défauts, ils sont imparfaits. Pour préserver un milieu de travail sain, nous ne pouvons tolérer la présence d’agresseurs potentiels.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean</p> <p>Il faut imposer des sanctions plus sévères et appliquer la loi de façon plus stricte à l’égard des contrevenants. Ces mesures devraient s’appliquer à l’employeur et au contrevenant.</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Dans le cadre du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2017, 18 % des fonctionnaires ont indiqué qu’ils avaient été victimes de harcèlement au travail au cours des deux années précédentes. Nous appuyons le projet de loi C-65, qui, une fois mis en œuvre, renforcerait la Politique sur la prévention et la résolution du harcèlement du</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Nous appuierions le nouveau Centre de diversité, d'inclusion et de mieux-être, qui offrira un leadership et un soutien intégré aux ministères et aux organismes pour la création de milieux de travail respectueux, diversifiés et inclusifs. Le Centre aidera les fonctionnaires à contrer le harcèlement dans leurs lieux de travail. Nous pouvons appuyer la législation, mais nous pouvons aussi modifier l'environnement de la fonction publique en donnant des directives aux ministères pour qu'ils améliorent la situation dans les domaines suivants : Leadership : les dirigeants de tous les niveaux devraient démontrer leur engagement envers un milieu de travail exempt de harcèlement, renforcer une culture organisationnelle respectueuse et intervenir en cas de comportement inapproprié; Amélioration de la capacité d'intervention pour repérer et mobiliser plus facilement des experts pour appuyer les fonctionnaires; Investissement dans le développement des compétences et les pratiques exemplaires, ce qui permettrait d'offrir de la formation et du soutien aux employés et aux gestionnaires afin qu'ils comprennent mieux ce que le spectre du harcèlement constitue et le rôle que les fonctionnaires peuvent jouer dans la création d'un environnement de travail civilisé et respectueux; Utilisation de nos données pour comprendre ce qui se passe dans nos organisations et orienter les mesures à prendre.

Claude Bertrand- Pontiac

Meilleure éducation; réglementation; protection des dénonciateurs et respect des droits de la personne et de la Charte canadienne des droits et libertés.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Réaffirmer l'indépendance et l'intégrité de la fonction publique et renforcer la protection des fonctionnaires dénonciateurs.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

S'assurer que les politiques en matière de harcèlement sont respectées. Encourager la médiation, le cas échéant, pour que la situation soit favorable à toutes les parties. Il doit y avoir une responsabilisation lorsque le harcèlement a été démontré.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p> <p>La lutte pour un traitement équitable et de bonnes conditions de travail exige une vigilance constante. Au sein de la fonction publique fédérale, les travailleurs continuent d’être victimes d’intimidation de la part des superviseurs et les recours sont illusoires. Un gouvernement vert créera un poste d’ombudsman fédéral pour fournir une aide impartiale et indépendante aux employés démoralisés et victimes de harcèlement.</p> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Appliquer les politiques existantes et faire de la sensibilisation</p> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Les membres de la classe politique devraient agir comme des êtres humains et servir de modèles inspirants pour les autres.</p> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Le harcèlement et l’intimidation vont à l’encontre de nos principes directeurs, et nous nous appuyerons sur ces principes pour veiller à ce que les fonctionnaires fédéraux accomplissent leurs tâches. Je sais que certains problèmes systémiques difficiles peuvent permettre que le harcèlement et l’intimidation existent dans les lieux de travail des fonctionnaires fédéraux. Je crois qu’il s’agit d’une question grave et qu’il faudrait établir un groupe de travail chargé d’examiner et d’aborder ces problèmes systémiques pour élaborer un plan afin de les régler. Je m’engage à lutter contre l’injustice comme je l’ai fait tout au long de ma carrière.</p> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Un meilleur contrôle par les services des ressources humaines. Intervention de la police et dépôt d'accusations. Cesser d'occulter les incidents. Arrêter de protéger l'organisation et commencer à protéger les personnes.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Nous devons mettre en place davantage de mesures pour prévenir le harcèlement, y compris un système de soutien plus solide pour les employés qui souhaitent déposer des plaintes de harcèlement, afin que personne n'ait peur de se manifester.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Veuillez consulter ma réponse à la question ci-dessous en ce qui concerne la promotion de la diversité et de l'inclusion. Je crois fermement que les mesures que nous prenons pour promouvoir un milieu de travail plus diversifié et inclusif permettront de réduire le harcèlement et l'intimidation. De plus, afin de lutter contre la discrimination systémique et les préjugés inconscients, notre gouvernement a adopté la nouvelle Stratégie de lutte contre le racisme. Cette stratégie permettra d'accroître la sensibilisation aux racines historiques du racisme et de donner aux communautés les moyens de s'appuyer sur leur expérience vécue alors que nous bâtirons ensemble un pays plus ouvert et plus équitable.</p> <p>Pour poursuivre ce travail important, nous prendrons les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la Stratégie de lutte contre le racisme en doublant son financement; • Augmenter le financement d'initiatives communautaires visant à promouvoir l'inclusion et à combattre le racisme; • Améliorer la qualité et la quantité des données réunies par Statistique Canada au sujet des crimes haineux commis au Canada, afin de soutenir l'élaboration de politiques efficaces et fondées sur des données probantes pour lutter contre ces crimes. <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>La sensibilisation est essentielle pour mieux protéger les fonctionnaires fédéraux contre le harcèlement et l'intimidation en milieu de travail – pour permettre aux employés d'apprendre à gérer ces situations, et pour que le public sache que le gouvernement a une politique de tolérance zéro.</p> <p>_____</p> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>
--	--

PARTI	Question 8 : DIVERSITÉ ET INCLUSION – De nombreux fonctionnaires fédéraux ont déclaré être victimes de racisme, de sexisme et, d'une manière générale, de discrimination en milieu de travail, de la part de superviseurs ou de collègues. Quel est le point de vue de votre parti au sujet des mesures mises en place pour promouvoir et protéger la diversité et l'inclusion?
Indépendant	<p>Nous devrions tous être traités de la même manière. Je crois au mérite.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>La fonction publique doit représenter la composition démographique de la société canadienne si elle doit servir cette dernière.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean</p> <p>J'estime que ce point doit être inclus dans les deux réponses ci-dessus.</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>À ce jour, la législation a permis d'améliorer la protection de la diversité et de l'inclusion au sein de la fonction publique fédérale. Le Parti Vert continuerait d'appuyer le travail du Groupe de travail conjoint syndical-patronal sur la diversité et l'inclusion dans la fonction publique visant à faciliter l'évolution d'un cadre solide qui va au-delà du simple respect des</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>obligations juridiques; en outre, le renforcement de la diversité et de l'inclusion dans la fonction publique donnera lieu à la prise de meilleures décisions, à la capacité d'attirer et de maintenir en poste les meilleurs talents de toutes les générations et, au bout du compte, à l'amélioration des résultats pour les Canadiens.</p> <hr/> <p>Claude Bertrand- Pontiac</p> <p>Il y a de bons règlements en place; le système semble présenter des lacunes sur le plan de l'application et de la surveillance de ces règlements.</p> <hr/> <p>Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p> <p>Le parti est favorable à ces mesures.</p> <hr/> <p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p> <p>Le respect de la diversité est l'une des valeurs fondamentales du Parti Vert. Nous croyons qu'il faut promouvoir cette valeur de toutes les manières possibles, et nous sommes déçus que certains fonctionnaires fédéraux aient été victimes de discrimination.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Il faut en faire plus</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Nous croyons en l'égalité des chances, mais pas en l'égalité des résultats. Un code de déontologie doit être mis en place pour tous les fonctionnaires fédéraux.</p> <hr/>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Un gouvernement du Parti populaire ne tolérerait pas le racisme, le sexisme, ni les autres formes de discrimination au sein du gouvernement fédéral. Nous privilégierions des politiques et des lois qui aideraient et appuieraient tous les Canadiens.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Si un incident fait en sorte qu'un employé craint pour sa sécurité ou son bien-être, il doit être signalé à la police. Le Parti populaire du Canada croit aux valeurs canadiennes et à l'importance de traiter tout le monde avec équité et respect, indépendamment du sexe, de l'origine ethnique, de la religion ou de l'orientation sexuelle. Les adultes doivent respecter la loi et se comporter en conséquence.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>À l'heure actuelle, nous avons des politiques solides axées sur des pratiques d'embauche équitables, mais nous devons renforcer les politiques et le soutien pour appuyer les personnes qui sont embauchées.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Tous les travailleurs doivent pouvoir faire leur travail sans être victimes de racisme, de sexisme ou d'autres formes de discrimination, et la fonction publique ne fait pas exception. Personnellement, j'invite toujours les membres de mon équipe politique qui rencontrent ce type de problèmes à communiquer directement avec moi, ou à en parler à un collègue en qui ils ont confiance, dès que possible. Je crois que le mouvement #MeToo a déclenché un débat très important et qu'il faut agir davantage pour éliminer le racisme, le sexisme et les autres formes de discrimination dans les lieux de travail et dans la société canadienne. Ainsi, afin d'aider davantage les nouvelles arrivantes appartenant à une minorité visible à trouver et à conserver un bon emploi, un gouvernement libéral réélu mettra sur les projets de recherche, de soutien et d'emploi annoncés plus tôt cette année, et ira de l'avant avec un investissement</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

supplémentaire de 9 millions de dollars sur trois ans. Afin que les jeunes autochtones et racialisés se heurtent à moins d'obstacles au début de leur vie active, nous renforcerons la Stratégie emploi et compétences jeunesse et nous veillerons à ce que les prochains rapports sur l'état de la jeunesse s'appuient sur une approche intersectionnelle qui tienne compte de la race. Nous collaborerons également avec des organismes de développement économique et des secteurs de l'agriculture et du commerce pour veiller à ce que les communautés sous-représentées obtiennent de meilleurs services et à ce qu'elles soient mieux informées au sujet des programmes et des services qui peuvent les aider à trouver et à garder un emploi de niveau intermédiaire de qualité. En outre, nous verserons des fonds au Conseil de recherches en sciences humaines et aux Instituts de recherche en santé du Canada afin qu'ils puissent créer des bourses de recherche universitaires visant à financer des études sur la race, la diversité et le genre au Canada. Afin d'aider davantage de personnes LGBTQ2 dans le besoin, nous avons lancé, au début de l'année, un service pancanadien avec ligne d'assistance en cas de crise en santé mentale ouverte 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Pour faire en sorte que la communauté continue de recevoir des services de qualité par l'intermédiaire des lignes d'assistance et d'autres mécanismes de soutien, nous investirons 2 millions de dollars de plus par année pour poursuivre ce travail, notamment en ce qui concerne les lignes d'assistance qui assurent une éducation sexuelle. Nous continuerons de faire preuve de leadership en mettant sur pied un nouveau conseil des ministres paritaire qui reflétera la diversité du Canada, et nous prendrons d'autres mesures qui accroîtront la diversité au sein du gouvernement. En ce qui concerne la fonction publique en particulier, nous améliorerons la diversité dans le cadre des nominations au sein des agences et des organismes fédéraux, et nous veillerons à ce qu'un plus grand nombre de Canadiens qualifiés et d'origines diverses soient promus à des postes de direction dans la fonction publique. Étant donné que les politiques publiques ont une incidence différente sur les femmes et sur les hommes, nous avons intégré de façon permanente la budgétisation fondée sur le sexe et l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) au processus d'élaboration du budget fédéral. Nous continuerons d'utiliser ces méthodes et, pour souligner le 25^e anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes de 1995 l'an prochain :

- nous renouvellerons notre engagement à l'égard du Plan fédéral pour l'égalité des sexes, qui comprend une stratégie coordonnée fondée sur le Cadre des résultats relatifs aux sexes et sur d'autres ententes internationales;
- nous veillerons à ce qu'une ACS+ rigoureuse soit effectuée pour l'ensemble des politiques proposées.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>En tant que femme autochtone, j'appuie entièrement une déclaration d'un gouvernement libéral réélu sur l'égalité des sexes et l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre le racisme. Il s'agit notamment de veiller à ce que tous les employés de la fonction publique soient sensibilisés à l'importance de promouvoir et de protéger la diversité et l'inclusion et de s'assurer qu'un processus sûr est en place pour permettre aux fonctionnaires de signaler toutes les formes de discrimination sans craindre pour leur emploi.</p> <p>_____</p> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>
--	---

PARTI	Question 9 : DIVERSITÉ ET INCLUSION (suite) – quel est le point de vue de votre parti en ce qui concerne la législation en place pour aborder ces questions? Votre parti proposerait-il des modifications ou des améliorations?
Indépendant	<p>Nous devons tous être traités de la même manière. Je crois au mérite.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Renforcement de l'application de la loi, sanctions plus sévères. Je préconiserais également la création d'un tribunal spécialisé qui s'occuperait de la discrimination, du harcèlement et de l'intimidation en milieu de travail. Cela permettrait de rendre des décisions axées sur ces questions, et donc d'améliorer leur efficacité.</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>À ce jour, la législation a permis d'améliorer la protection de la diversité et de l'inclusion au sein de la fonction publique fédérale. Le Parti Vert continuerait d'appuyer le travail du Groupe de travail conjoint syndical-patronal sur la diversité et l'inclusion dans la fonction publique visant à faciliter l'évolution d'un cadre solide qui va au-delà du simple respect des obligations juridiques; en outre, le renforcement de la diversité et de l'inclusion dans la fonction publique donnera lieu à</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

la prise de meilleures décisions, à la capacité d’attirer et de maintenir en poste les meilleurs talents de toutes les générations et, au bout du compte, à l’amélioration des résultats pour les Canadiens. Le Parti Vert collaborera de manière proactive avec le Groupe de travail pour modifier la législation et adopter des lois afin de protéger et d’améliorer la diversité et l’inclusion au sein de la fonction publique fédérale.

Claude Bertrand- Pontiac

Nous serions ouverts à la révision de la législation si ces questions empêchaient les fonctionnaires de faire leur travail et de se sentir en sécurité dans leur lieu de travail.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Le parti est toujours important en ce qui concerne les propositions d’améliorations.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

Les verts sont disposés à envisager des modifications à la législation selon les besoins des fonctionnaires.

Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands

Oui voir notre plateforme

Jenica Atwin - Fredericton

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Parti populaire du Canada	<p>Nous proposerons de respecter la liberté d’expression afin que les gens ne craignent pas de s’exprimer.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Notre parti a indiqué clairement qu’il abrogerait la législation, non pas parce qu’elle traite de ces questions, mais parce qu’elle comporte des lignes supplémentaires qui désignent la discussion saine sur l’immigration et, en particulier, l’immigration de masse comme un « discours haineux », ce qui restreindrait finalement le droit constitutionnel de chacun à la liberté d’expression. Notre volonté d’abroger le projet de loi C-16 ne concerne pas la diversité et l’inclusion. Elle concerne notre liberté de discuter des enjeux importants.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Je ne suis pas renseigné au sujet de la législation en place. Le respect est une nécessité en milieu de travail et partout ailleurs.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>À l’heure actuelle, nous ne proposons pas de politiques concrètes, mais cela ne réduit en rien la gravité et l’importance des enjeux; en outre, nous avons besoin d’une législation pour améliorer les structures existantes et cerner les lacunes pour mettre en place une nouvelle loi.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Au cours des quatre dernières années, notre gouvernement a apporté un certain nombre de modifications législatives importantes pour mieux protéger les travailleurs contre la discrimination et pour appuyer des lieux de travail plus équitables, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adoption du projet de loi C-4, qui rétablit l’équité et l’équilibre dans les relations de travail, par l’abrogation de la législation établie par le gouvernement précédent, qui sapait et affaiblissait les droits des travailleurs dans notre pays.

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption d’une loi visant à établir un régime proactif d’équité salariale afin d’assurer un salaire égal pour un travail de valeur égale. • Adoption du projet de loi C-65 afin de veiller à ce que les lieux de travail sous réglementation fédérale soient exempts de harcèlement et de violence sexuelle. <p>De plus, nous créons des lieux de travail plus sécuritaires pour les employés sous réglementation fédérale en investissant 3,5 millions de dollars par année dans des projets par l’intermédiaire du Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Comme toutes les dispositions législatives, il faudra évaluer la législation pour déterminer si elle protège la sécurité des fonctionnaires et, sinon, proposer des modifications afin d’assurer une amélioration de la situation.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>
--	---

PARTI	Question 10 : LANGUES OFFICIELLES – Le Canada est fier d’avoir deux langues officielles et un gouvernement capable d’offrir des services aux Canadiens dans les deux langues. Quels sont les plans de votre parti pour renforcer la capacité de la fonction publique canadienne de défendre et de promouvoir notre dualité linguistique?
Indépendant	<p>Je suis entièrement favorable au bilinguisme à un âge précoce partout au Canada. Cette question est particulièrement importante à l’ouest du Québec.</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>L’enseignement d’une langue seconde doit être maintenu et fortement encouragé pour les nouveaux et les jeunes employés avant que l’habitude s’installe. En outre, « le français s’apprend, l’anglais s’attrape »; il faut donc une pratique régulière et soutenue. J’aimerais que l’on adopte les « vendredis en français et les vendredis en anglais » et d’autres</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

événements réguliers semblables, dans le cadre desquels les employés doivent utiliser la langue qu'ils maîtrisent moins afin de perfectionner leurs compétences et de comprendre les difficultés auxquelles les autres font face.

Jean-Luc Cooke - Nepean

J'appuie le droit de tous les Canadiens d'obtenir des services dans la langue de leur choix.

Danny Celovsky - Bay of Quinte

Le Parti Vert soutient la dualité linguistique de la fonction publique canadienne et collaborera avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada et les ministères fédéraux pour appuyer notre dualité linguistique et élaborer des politiques visant à la promouvoir.

Claude Bertrand- Pontiac

Pendant la première année d'activité du prochain parlement, promouvoir et mettre en œuvre une *Loi sur les langues officielles* modernisée afin de protéger les deux langues nationales.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

Un gouvernement du Parti Vert s'engagera à défendre les deux langues officielles du Canada dans nos collectivités et à l'échelle du pays. Au cours de la première année du prochain parlement, nous mettrons en œuvre une *Loi sur les langues officielles* modernisée visant à protéger les deux langues nationales, et nous en ferons la promotion. La fonction publique du Canada participera sans aucun doute à ce processus de modernisation.

Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands

Il faut renforcer l'usage du français dans la fonction publique fédérale

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>_____</p> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Les choses se passent très bien jusqu'à maintenant. Nous devrions inciter tous les Canadiens à apprendre les deux langues officielles.</p> <p>_____</p> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Notre parti continuera de veiller à ce que des services soient offerts dans les deux langues officielles.</p> <p>_____</p> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Dans ma circonscription de Saint John-Rothesay, l'anglais est la langue maternelle de 95 % des habitants et le français est la langue maternelle de 4 % d'entre eux. Les exigences linguistiques entraînent des décès au Nouveau-Brunswick parce qu'il n'y a pas d'ambulanciers paramédicaux francophones disponibles pour offrir des services à des patients francophones.</p> <p>_____</p> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Nous devons renforcer le soutien des services bilingues au Canada, et veiller à ce que les employés de la fonction publique reçoivent la formation linguistique dont ils ont besoin. En outre, nous voulons mettre en place des exigences selon lesquelles les juges de la Cour suprême devront posséder une formation et des compétences bilingues. Enfin, nous devons accroître le soutien à l'égard des langues autochtones et offrir des services publics dans les principales langues autochtones du Canada.</p> <p>_____</p> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Parti libéral du Canada	<p>Pour protéger et promouvoir les droits des communautés linguistiques en situation minoritaire, nous mettrons en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • moderniser la <i>Loi sur les langues officielles</i>, adoptée il y a 50 ans, notamment en y intégrant le mandat de Radio-Canada pour les nouvelles régionales et en veillant à ce qu’Air Canada fournisse des services entièrement bilingues à ses clients; • examiner et renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles; • nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême du Canada; • entreprendre le dénombrement des ayants droit et une enquête approfondie issue des données du recensement pour mieux prendre en compte – et mieux servir – les communautés linguistiques en situation minoritaire. <p>Dans ma vie personnelle et professionnelle, la connaissance du français a été un atout inestimable. Les deux langues officielles du Canada devraient se refléter non seulement dans les institutions, mais aussi dans la capacité des gens à se parler et à se comprendre dans les deux langues. Pour encourager plus de gens à apprendre une langue seconde, nous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • travaillerons avec les provinces et les territoires pour veiller à ce que tous les Canadiens puissent accéder à des programmes de langue seconde, comme l’immersion, dans leur école locale, s’ils choisissent de le faire; • réaliserons de nouveaux investissements pour former et recruter des enseignants et les attirer vers les programmes d’immersion et de langue seconde, en fonction de nouveaux objectifs fixés par les provinces et les territoires; • élaborerons et ferons connaître de nouvelles possibilités d’échanges linguistiques et culturels; • investirons un montant supplémentaire de 60 millions de dollars pour bâtir une infrastructure qui appuiera des communautés linguistiques minoritaires fortes, y compris des écoles et des centres culturels. <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Il est important de veiller à ce que la fonction publique canadienne soit en mesure de défendre et de promouvoir notre dualité linguistique. Un gouvernement libéral réélu modernisera la <i>Loi sur les langues officielles</i>, qui date de 50 ans.</p>
------------------------------------	---

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith
--	--

PARTI	Question 11 : RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE – Le leadership fédéral est d’une importance cruciale pour lutter contre la dégradation de l’environnement et le réchauffement climatique. Il faut des programmes et des budgets publics, mais le gouvernement fédéral doit également donner l’exemple, à l’interne. Qu’est-ce que votre parti propose pour veiller à ce que les activités gouvernementales soient plus écologiques et durables?
Indépendant	<p>Il y a beaucoup de gaspillage de papier au sein de la fonction publique, et le simple recyclage du papier ne suffit pas. Encore une fois, il faut une responsabilisation et des mesures CONCRÈTES. Si elle est utilisée correctement (!), la technologie (automatisation et intelligence artificielle) peut permettre de réduire les déchets. Les cadres et les autres personnes qui prennent régulièrement l’avion pour leurs déplacements n’aident pas. Il faudrait que j’en sache beaucoup plus au sujet de l’incidence environnementale de la fonction publique pour faire d’autres commentaires, mais absolument, cernons les problèmes et réglons-les ensemble.</p> <p>_____</p> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Oui. Moderniser tous les édifices gouvernementaux afin de réduire les frais de chauffage et de climatisation – isolation, thermopompes, etc.</p> <p>_____</p> <p>Jean-Luc Cooke – Nepean</p> <p>Je représente le Parti Vert pour une raison.</p> <p>C’est la principale motivation de ma candidature. Je pourrais écrire un livre pour répondre à cette question : o)</p> <p>_____</p> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Le Parti Vert s'engage à réduire les émissions de carbone de 60 % d'ici 2030. Dans le cadre de notre plan, la fonction publique fédérale devra faire preuve de leadership en utilisant des politiques fondées sur la science pour réduire son empreinte carbone. Le Centre pour un gouvernement vert : dirigera et coordonnera les initiatives de réduction des émissions fédérales, de résilience et d'écologisation du gouvernement; intégrera les connaissances d'autres organisations de premier plan et partagera largement les pratiques exemplaires; fera le suivi des renseignements sur la performance environnementale et les divulguera de façon centrale; obtiendra des résultats afin de respecter les objectifs environnementaux en matière d'écologisation du gouvernement.

Claude Bertrand- Pontiac

Écologisation du parc automobile; transformation de Postes Canada;
<https://www.greenparty.ca/fr/platform/s-attaquer-%C3%A0-l-urgence-climatique>

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Voici quelques exemples : convertir tous les bâtiments fédéraux à des sources d'énergies renouvelables. Se doter d'un parc de véhicules électriques. Obtenir d'autres exemples provenant de la fonction publique elle-même.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

La responsabilité environnementale occupe une place centrale dans le cadre du travail des verts. Nous mettrons immédiatement en œuvre notre plan d'action climatique, Mission possible, afin de réduire considérablement les émissions et d'entreprendre la transition vers une économie durable.

Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Le gouvernement doit donner l'exemple et la même chose pour ViaRail et Piste Canada pour être eco-responsable notamment avec l'électrification des transports</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Nous croyons que la technologie est la meilleure solution aux problèmes environnementaux. Nous ne croyons pas à l'utilité d'imposer une taxe sur le carbone, puisque cela punit la population et cause de l'inflation.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Le Parti populaire s'efforcera de diriger le gouvernement d'une manière efficace qui favorisera la durabilité sur le plan financier et environnemental. Nous dirigerons un gouvernement transparent et responsable envers le contribuable.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Nous cesserons de provoquer des troubles mentaux et de l'écoanxiété chez les jeunes enfants. Nous cesserons de faire peur aux gens pour qu'ils acceptent une taxe sur le carbone. Nous serons responsables et nous éliminerons complètement la taxe sur le carbone. Nous investirons dans des stratégies d'atténuation pour nous adapter à un environnement qui évolue continuellement.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Nous éliminerons immédiatement toutes les subventions pour les combustibles fossiles, et nous réinvestirons l'argent dans la formation et la création d'emplois dans les secteurs des technologies vertes, de l'énergie et de la modernisation. Nous nous engagerons à atteindre des objectifs climatiques fondés sur la science pour maintenir le réchauffement à 1,5 degré ou moins, et nous créerons un organisme qui nous obligera à rendre des comptes à cet égard. Nous</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>investirons dans les infrastructures de transport en commun afin que tous les transports soient électrifiés et gratuits. Nous renforcerons l'autonomie des communautés autochtones, qui sont les protectrices de la terre et qui veilleront à ce que notre milieu naturel soit protégé.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Je suis tout à fait d'accord avec votre façon de présenter cette question. Les changements climatiques sont le défi de notre époque, et nous avons tous un rôle à jouer dans la lutte contre ceux-ci et dans l'adaptation à leurs impacts. Il est essentiel que le gouvernement fédéral donne l'exemple, et la réduction de notre impact environnemental nous permettra de réaliser des économies au fil du temps et d'améliorer le confort et la productivité des fonctionnaires fédéraux au travail.</p> <p>Au cours des quatre dernières années, le gouvernement fédéral a adopté des objectifs ambitieux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduire les émissions de GES de 40 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030, avec pour but d'atteindre cette cible d'ici 2025; • utiliser 100 % d'énergies renouvelables pour alimenter ses opérations d'ici 2025 (si notre gouvernement est réélu, il rapprochera l'échéance à 2022); • améliorer le rendement énergétique des bâtiments fédéraux neufs et existants au moyen d'approches comme l'adoption rapide des codes modèles du bâtiment, l'investissement dans des travaux de réaménagement et l'utilisation de prix fictifs du carbone; • à compter de l'exercice 2019-2020, 75 % des nouveaux véhicules légers non modifiés du parc automobile administratif seront des véhicules à zéro émission ou hybrides; • éliminer l'utilisation inutile des plastiques à usage unique dans les activités, les événements et les réunions du gouvernement; • promouvoir l'approvisionnement de produits de plastique durables et la réduction des déchets d'emballage de plastique connexes; • collaborer avec des fournisseurs importants afin d'encourager la divulgation des renseignements sur leurs émissions de GES et leur performance environnementale;

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Collaboration à tous les échelons et entre les secteurs public et privé. Déclaration ferme et participation de la communauté scientifique en vue d'harmoniser les efforts aux mesures à prendre pour régler les problèmes.</p> <hr/> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Le Parti Vert investira dans la recherche scientifique afin de comprendre les facteurs qui perturbent le climat et de relever les technologies et les méthodes qui nous permettront de passer à un environnement vert et durable. Notre fonction publique fédérale compte des scientifiques, des chercheurs, des ingénieurs et des innovateurs de renommée mondiale. Nous mobiliserons nos professionnels pour faire en sorte que la fonction publique devienne un milieu de travail plus vert et plus durable, et nous miserons sur eux pour élaborer le cadre qui aidera nos collectivités canadiennes et notre industrie à franchir le passage vers un pays vert et durable, et pour respecter notre engagement à réduire de 60 % nos émissions de CO₂ d'ici à 2030, ou pour dépasser cet objectif.</p> <hr/> <p>Claude Bertrand- Pontiac</p> <p>Rétablir les niveaux de financement de la recherche à ce qu'ils étaient auparavant; effectuer une mobilisation créative des effectifs afin de produire et de réaliser de telles initiatives.</p> <hr/> <p>Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p> <p>Faire confiance aux professionnels de la fonction publique, et croire en leurs connaissances et leur expérience pour mieux remédier à ces problèmes et exercer notre leadership.</p> <hr/> <p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p>
--	---

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Les fonctionnaires constituent une ressource incroyable avec laquelle travailler à l'excellence environnementale de l'appareil fédéral. Nous entendons encourager l'innovation au sein des ministères, et ferons bon accueil aux moyens proposés pour minimiser l'empreinte environnementale de la fonction publique.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>En les consultant et en engageant des nouvelles ressources</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>D'autres emplois seront créés par la déréglementation du milieu opérationnel.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>Le Parti populaire se concentrera sur les deux objectifs suivants. Bien sûr, nous puiserons dans les connaissances des professionnels de la fonction publique pour y arriver. Nous investirons dans des stratégies d'adaptation si un quelconque changement climatique naturel engendre des problèmes. Nous accorderons la priorité à la mise en œuvre de solutions pratiques pour assainir l'air, les eaux et les sols du Canada, notamment en approvisionnant en eau potable les collectivités éloignées des Premières Nations.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Ils seront invités à postuler des emplois tout comme le grand public, de sorte que le meilleur candidat obtienne le poste, peu importe son sexe, son origine ethnique, ses croyances religieuses et son orientation sexuelle.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Nouveau Parti démocratique	<p>La fonction publique est essentielle à toutes nos propositions, et elle nous fournira la majeure partie des connaissances qui nous aideront à instaurer ces plateformes. Nous devons aussi nous assurer d’offrir la formation nécessaire en cours d’emploi à nos fonctionnaires, afin d’adapter nos nouvelles politiques et d’en favoriser l’adhésion.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Le Bureau de l’écologisation des opérations gouvernementales du Secrétariat du Conseil du Trésor fait un travail exceptionnel pour s’acquitter des engagements exposés plus tôt, et le seul conseil que je lui donne est de « poursuivre son excellent travail ». Selon mon expérience, les fonctionnaires de tous les ministères et de tous les échelons veulent faire leur part pour réduire la pollution et lutter contre le changement climatique. J’espère que les dirigeants à l’échelle gouvernementale peuvent continuer d’encourager la créativité des membres de leur équipe afin d’accroître la viabilité de leurs pratiques opérationnelles, et unir leurs efforts pour réduire la consommation d’énergie et lutter contre le changement climatique.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Les fonctionnaires forment une main-d’œuvre talentueuse qui peut également diriger par l’exemple. Tous les jours au travail, leurs connaissances et leur expérience peuvent nous aider à atteindre les cibles.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>

PARTI	<p>Question 13 : MAINTIEN EN POSTE ET RECRUTEMENT – FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE DU CANADA : La fonction publique du Canada compte parmi les plus efficaces et les plus performantes au monde. Elle attire des professionnels compétents qui sont les piliers de notre gouvernement fédéral. Qu’est-ce que votre parti compte faire pour créer un environnement de travail qui continue d’attirer et de conserver l’excellence au sein de la fonction publique fédérale?</p>
--------------	---

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Indépendant	<p>Je crois que l’environnement de travail de la FP est assurément un problème. Travaillons tous ensemble pour faire de la FP un excellent milieu de travail. Nous devons toutefois TOUS collaborer. Les syndicats ont leurs torts quant à l’environnement de travail qui génère des problèmes de harcèlement et de santé mentale. Nous devons tous reconnaître nos rôles avant de pouvoir aller de l’avant.</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Selon moi, il est essentiel d’isoler la fonction publique de la politique. J’adorerais que tout le monde soit vert, mais ce n’est pas dans le mandat de la fonction publique. Les députés doivent connaître et respecter cette limite. Par un suivi, il faut continuer d’assurer une rémunération concurrentielle à celle d’autres domaines d’emploi.</p> <hr/> <p>Jean-Luc Cooke - Nepean</p> <p>La capacité de travailler ensemble et de penser autrement sera cruciale. Nous devons réduire les cloisons qui empêchent les organismes de collaborer et de mener des mesures conjointes. Il faut encourager la créativité et la proposition de solutions, en plus de diminuer les obstacles.</p> <hr/> <p>Danny Celovsky - Bay of Quinte</p> <p>Le Parti Vert continuera de construire une fonction publique fédérale pour en faire le centre canadien des possibilités d’emploi progressistes et égales pour les professionnels désireux de pousser plus loin leur carrière. En investissant dans une prise de décisions fondées sur des travaux de recherche et des données scientifiques, le Parti Vert s’emploiera, avec la fonction publique fédérale, à recruter les meilleurs professionnels désireux d’y faire carrière dans leur domaine respectif. En nous concentrant sur la formation et le renforcement des compétences, le Parti Vert travaillera avec l’Alliance de la fonction publique afin de proposer aux fonctionnaires fédéraux des occasions d’évoluer et d’aiguiser leurs compétences, tout en apportant de précieuses contributions à la vie des Canadiens. Déterminés à créer une fonction publique verte et durable, les fonctionnaires seront fiers de diriger la lutte contre le changement climatique.</p> <hr/> <p>Claude Bertrand- Pontiac</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Voir la combinaison des réponses qui précèdent.</p> <hr/> <p>Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p> <p>Nous prendrons des mesures supplémentaires pour assurer aux fonctionnaires un milieu de travail exempt de harcèlement et psychologiquement sain.</p> <hr/> <p>Jennifer Purdy - Kanata-Carleton</p> <p>Les verts apprécient notre fonction publique. Nous assurerons une défense vigilante contre les conservateurs fédéraux et les premiers ministres conservateurs hostiles qui dévaluent constamment le travail de notre fonction publique en vue de procéder à des compressions mal avisées. Nous continuerons de faire valoir la fonction publique, maintiendrons les programmes de recrutement afin d'attirer les personnes les plus talentueuses, et conserverons des milieux de travail sains et solidaires.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>Miser sur un milieu de travail dynamique et sur le sens de l'État</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>Nous croyons dans la réduction des interventions du gouvernement. Laissons à la fonction publique du Canada le soin de décider de ce qui est plus efficace.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Tout d’abord, nous devons corriger le système de paye Phénix. À défaut de payer correctement nos employés, de nombreux professionnels compétents quitteront la fonction publique fédérale ou refuseront de l’intégrer. Nous devons nous assurer que la rémunération est juste et attrayante pour les professionnels dotés des compétences que nous recherchons.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Nous écouterons les préoccupations de la main-d’œuvre et négocierons de bonne foi avec respect et équité.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>
Nouveau Parti démocratique	<p>Nous continuerons d’investir dans nos services publics au moyen d’un financement stable et solide. Nous afficherons une transparence accrue pour assurer une rétroaction plus grande et plus efficace, de sorte que nous puissions continuellement ajuster les politiques aux besoins actuels et futurs du Canada.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Un gouvernement libéral réélu entend réduire le temps nécessaire à l’embauche de nouveaux fonctionnaires en coupant de moitié la durée moyenne, soit de 10 à 5 mois. Notre programme électoral comporte de nouvelles mesures, lesquelles seront approfondies avec des employeurs et des groupes travaillistes, afin de donner aux travailleurs le « droit à la déconnexion ». Cette mesure préservera la capacité des travailleurs de faire des heures supplémentaires, tout en leur donnant le droit de demander de ne pas en faire. Une mesure peut-être moins tangible, mais aussi importante, consiste à créer une culture de respect à l’égard du travail des fonctionnaires. Même s’il y a toujours plus à faire, notre gouvernement entend traiter les fonctionnaires comme les professionnels dévoués et extrêmement compétents qu’ils sont. Les scientifiques du gouvernement ne sont pas muselés et peuvent donc parler librement aux médias de leur travail; grâce à eux, la science et les données probantes sont au cœur de la prise de décisions. Je crois</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>que cette culture de respect et de confiance contribuera au maintien en poste des fonctionnaires, car elle reconnaît l'importance de leur travail et de leur contribution à la vie des Canadiens.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Un gouvernement libéral réélu travaillera avec nos fonctionnaires professionnels à l'amélioration des services dispensés aux Canadiens.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>
--	---

PARTI	Question 14 : PROBLÈME LE PLUS IMPORTANT POUR NOS FONCTIONNAIRES – Une vaste série de problèmes risquent de réduire le rendement et l'efficacité des fonctionnaires fédéraux. Qu'est-ce que votre parti considère comme le problème le plus urgent qui se pose aux fonctionnaires et pourquoi?
Indépendant	<p>La perception du public, que je ne crois pas toujours erronée. Je pense que la culture et l'environnement de travail de la fonction publique doivent changer. Je veux une FP efficace et heureuse, mais tous doivent mettre la main à la pâte pour y parvenir. Il s'agit entre autres de reconnaître ses erreurs et de les corriger, sans mauvaise intention ni conflit avec d'autres parties concernées. Il nous faut peut-être un « cercle de guérison », mais quelque chose doit changer. L'esprit du travail acharné et de la réussite habite chacun de nous!</p> <hr/> <p>Dan Criger - Renfrew-Nipissing-Pembroke</p>
Parti Vert du Canada	<p>Ingérence politique. Il est devenu presque acceptable que les députés et le Cabinet du premier ministre s'ingèrent dans les activités et les opérations de la fonction publique fédérale pour atteindre leurs objectifs politiques. En tant que député, je m'efforcerai de voir à ce que les autres élus respectent les normes professionnelles de notre fonction publique.</p> <hr/> <p>Jean-Luc Cooke - Nepean</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Encore une fois, la capacité de chaque fonctionnaire de se faire entendre offre un potentiel inexploité. Chacun doit être mis à contribution.

Danny Celovsky - Bay of Quinte

À mon avis, le moral est le problème le plus urgent de la fonction publique. Étant donné l'ampleur de la fonction publique fédérale, les pressions constantes exercées par les compressions budgétaires, la modification des politiques et des programmes qu'entraîne chaque cycle électoral, le manque de transparence et les ravages du système de paye Phénix créent un profond malaise à la fonction publique. Je crois que ce malaise est en partie attribuable au manque de direction et d'inclusion des processus décisionnels et budgétaires. Le gouvernement doit resserrer son leadership pour rallier tous les Canadiens, les entreprises canadiennes et les fonctionnaires fédéraux, de sorte qu'ils adoptent la vision d'une société durable, équitable, juste et verte pour tous. Le Parti Vert a la vision, le leadership et l'engagement nécessaires pour faire basculer l'attitude de la fonction publique fédérale du malaise à l'espoir, en misant sur tous nos programmes et services pour atteindre notre objectif de produire un Canada meilleur pour chacun de nous.

Claude Bertrand- Pontiac

Financement; impartition; sécurité d'emploi et satisfaction au travail.

Ian Pineau - Renfrew-Nipissing-Pembroke

Phénix : Même si un employé n'est pas personnellement touché, il connaît sans doute quelqu'un qui l'est. La manière de traiter ce problème suggère malheureusement l'absence de sollicitude et de compassion à l'égard des employés qui ne sont pas payés ou qui sont sous-payés ou trop payés. Bien entendu, cette situation a grugé le moral.

Jennifer Purdy - Kanata-Carleton

RAPPORT

Élections fédérales 2019

	<p>Nous considérons le fiasco du système Phénix comme le pire problème qui frappe actuellement la fonction publique, en raison de ses vastes répercussions, et nous nous attaquerons en priorité à le régler immédiatement.</p> <hr/> <p>Elizabeth May - Saanich—Gulf Islands</p> <p>La valorisation de leur expertise. La plus part des employés de la fonction publique y œuvrent pour faire une différence mais il faut les écouter et valoriser l'expertise</p> <hr/> <p>Jenica Atwin - Fredericton</p>
Parti populaire du Canada	<p>L'impôt est le problème le plus urgent de la plupart des personnes occupant un emploi au Canada. Nous réduirons l'impôt sur le revenu pour que les Canadiens aient plus d'argent dans leurs poches.</p> <hr/> <p>Serge Guevorkian - Ottawa West Nepean</p> <p>En bref, les problèmes du système de paye Phénix doivent être résolus. Des gens de Kingston et des îles m'ont dit qu'ils avaient perdu leur maison ou connu d'autres difficultés à cause du système Phénix. Il est injuste que la santé mentale, les relations et ainsi de suite de nos fonctionnaires soient mis à mal. Nous entendons aussi corriger bien d'autres injustices, comme l'eau potable dans les Premières Nations et les pensions d'invalidité de nos anciens combattants.</p> <hr/> <p>Andy Brooke - Kingston and the Islands</p> <p>Le désastre du système de paye Phénix est de loin le pire problème, et il faut le prendre très au sérieux. Je ne m'opposerai pas à un recours en bonne et due forme.</p> <hr/> <p>Adam Salesse - Saint John - Rothesay</p>

RAPPORT

Élections fédérales 2019

Nouveau Parti démocratique	<p>De toute évidence, à l’heure actuelle, le désastre du système de paye Phénix doit être réglé dans l’immédiat, puisque le gagne-pain des gens est en jeu. Sinon, nous devons nous attaquer au financement stable et sécurisé de la formation professionnelle, afin de nous adapter à notre monde en constante évolution.</p> <hr/> <p>Justine Bell - North Vancouver</p>
Parti libéral du Canada	<p>Plutôt que de répondre pour le parti ou la nation, j’aimerais fournir une réponse fondée sur mes propres discussions avec des fonctionnaires, ainsi que sur les interventions de mon bureau communautaire, ici dans Ottawa Centre. D’après notre expérience dans Ottawa Centre, la santé mentale au travail revient souvent dans les discussions avec les fonctionnaires. À mon avis, cela reflète le besoin de mieux soutenir la santé mentale des fonctionnaires, ainsi que la difficulté de nombreux travailleurs à établir un équilibre entre des emplois exigeants – faire un travail souvent sous-estimé par le grand public – et d’autres responsabilités personnelles et familiales. Les fonctionnaires font une incroyable contribution à notre pays et, en retour, nous devons veiller à leur fournir le soutien dont ils ont besoin.</p> <hr/> <p>Catherine McKenna - Ottawa Centre</p> <p>Les fonctionnaires doivent se sentir valorisés et soutenus. Un gouvernement libéral réélu travaillera avec la fonction publique pour s’assurer que les Canadiens continuent d’accéder aux programmes auxquels ils se fient. Il faut compter sur les bonnes ressources et les bonnes personnes pour continuer de bien servir les Canadiens.</p> <hr/> <p>Michelle Corfield - Nanaimo-Ladysmith</p>